



FO DGFIP RHONE
165 rue Garibaldi 69401 LYON Cedex 03
Tél. : 04 78 63 32 35 - Fax : 04 78 63 32 10

DRFiP du Rhône
3 rue de la Charité 69288 LYON CEDEX 02
Tél. : 04 72.40.77.12 - Fax : 04 72.40.77.13
fo.drifip69@dgifip.finances.gouv.fr

Pour la seconde fois en moins de deux mois, un nouveau plan de rigueur contre les salariés pour satisfaire les exigences des marchés

Déclaration de la Commission Executive Confédérale de FO

Pour la CE, les annonces du Premier ministre le 7 novembre accentuent l'austérité imposée par le gouvernement depuis plusieurs années. En moins de 3 mois, les salariés sont lourdement touchés : taxes sur les complémentaires santé, CSG, aggravation de la contre-réforme des retraites, augmentation des impôts (IRPP – TVA), perte de pouvoir d'achat de prestations sociales, détérioration et remise en cause accentuées des services publics et des services de santé (RGPP) ; **autant de mesures que la CE de FO condamne et dont elle demande l'abandon.**

Pour la CE, **l'austérité constitue une triple erreur, un triple danger :**

- elle menace l'activité économique et l'emploi faisant glisser l'économie vers la récession,
- elle accentue les inégalités sociales et veut faire payer aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables,
- elle sape les principes républicains et les droits sociaux.

Pour la CE l'austérité, d'où qu'elle vienne (« de droite ou de gauche ») est inacceptable. En ne s'émancipant pas des marchés financiers, en s'inscrivant dans la dictature de la dette, les gouvernements fragilisent la démocratie et **l'Union Européenne s'affiche de plus en plus comme une contrainte restrictive**, le dumping et la régression l'emportant sur la solidarité et le progrès.

Pour toutes ces raisons, la CE considère qu'une réponse déterminée est nécessaire. **Cette réponse ne peut en aucun cas consister en une succession de manifestations ou journées d'action** dont on a fait le constat de l'inefficacité l'an dernier.

Pour la CE, condamner les plans d'austérité annoncés et contrer toutes nouvelles annonces nécessite de préparer, par l'action commune, un appel à 24 heures de grève interprofessionnelle.

Adoptée à l'unanimité.

Paris, le 9 novembre 2011

Les « évènements » en Grèce, en Italie et déjà en France démontrent s'il en était besoin, que les gouvernement sous le contrôle de plus en plus direct des banquiers et des institutions européennes comptent instrumentaliser la crise financière à leur profit pour détruire la protection sociale (les retraites en particulier sont encore et toujours visées), déréglementer et privatiser « des gisements de profits » -dixit l'OCDE- à marche forcée.

Ces même recettes dogmatiques qui ont échoué depuis plus d'un quart de siècle avec une remarquable persévérance. Les courbes croissantes et presque parallèles du chômage et de la dette de l'Etat en témoignent.

La Confédération Force Ouvrière, et ce ne sont pas les résultats électoraux du 20 octobre qui nous propulsent à la première place pour la Fonction Publique d'Etat qui vont nous faire changer d'avis, entend rester du côté des fonctionnaires et de leurs revendications.

Lyon, le 15 novembre 2011